



Le gouvernement vient de supprimer 11 200 postes d'enseignants et souhaite en supprimer 13 600 à la rentrée 2009.

Le gouvernement Sarkozy « allège » les cours au lycée, il impose le bac pro en trois ans au lieu de quatre, il a fermé presque toutes les classes de 2 à 3 ans en maternelle et il veut maintenant que ce soit les communes qui fournissent les remplaçants quand les instituteurs sont en grève ou malades. Il fait croire que les élèves en difficulté seront soutenus, mais la réforme de cette année, c'est d'abord pour tous les écoliers 2 heures de classe en moins chaque semaine, avec un programme aussi chargé, et peu adapté aux enfants. C'est le « service minimum » à tous les étages.

HÔPITAL

Chaque jour, le système hospitalier va plus mal. Tout le monde peut constater la dégradation régulière : les patients qui font la queue aux urgences, ou qui doivent patienter de longues semaines avant une intervention. 100 000 lits ont déjà disparu. 240 hôpitaux doivent fermer. Les personnels des hôpitaux auront des conditions de travail de plus en plus difficiles. A terme, les interventions « rentables » devront être faites dans des cliniques privées (pour ceux qui auront les moyens d'avoir une assurance) et les opérations les plus lourdes resteront à la charge de l'hôpital public. En 2007, les actionnaires de la générale de Santé ont empoché 400 millions d'euros de bénéfices, c'est dire si la santé peut rapporter gros.

**Garantir des services publics de proximité, c'est garantir l'égalité d'accès et de traitement des usagers.**

➡ La fonction publique a été fortement développée à la Libération, selon la volonté politique du Conseil National de la Résistance. Le préambule de la constitution de 1946 souligne : « La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement. ». La Constitution de 1958 reprend : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous ses citoyens. Les Services Publics ont participé au développement culturel, intellectuel, au progrès médical et socio professionnel, à l'allongement de l'espérance de vie. Mais les attaques contre les services publics se sont multipliées, avec l'ouverture du capital, les privatisations, la précarité des emplois, la fermeture de services de proximité, remettant en cause les fonctions sociales et économiques.

➡ Il y a aussi une offensive idéologique contre les agents, afin d'opposer les salariés du public et ceux du privé. La Révision Générale des Politiques Publiques est un coup de massue contre tous. C'est l'outil infernal mis en place par le gouvernement, encouragé par le patronat pour détruire l'ensemble des fonctions publiques. Comme cela a déjà été engagé dans d'autres secteurs qui avaient des missions de service public comme la poste, l'énergie, les télécommunications, les transports, ... la RGPP signifie pour tous les habitants de notre pays une détérioration des services rendus aux publics et une hausse des prix à payer. Le rapport Silicani rendu au gouvernement est très clair : *« Il faut poursuivre l'ouverture progressive à la concurrence, développer différents modes d'externalisations, permettre une fonction publique mobile, attractive, la rendre productive, flexible, généraliser les contrats pour les salariés ». !!!*

**SALARIÉS, USAGERS, ENSEMBLE, DÉFENDONS NOTRE DROIT AUX SERVICES PUBLICS POUR TOUS**

**Nous vous invitons à venir discuter avec nous LE JEUDI 18 SEPTEMBRE 2008 À 18 H SALLE PABLO NERUDA (sous sol) HÔTEL DE VILLE DE BOBIGNY**

Le facteur passe tous les jours, 6 jours sur sept, en ville comme dans les campagnes les plus éloignées, pour les particuliers comme pour les entreprises. Mais l'abandon du service public laisse imaginer que postier va devenir un emploi précaire, que le courrier « rentable » sera privilégié et que les prix seront augmentés pour les envois des particuliers. Comme pour le téléphone, la privatisation ne permettra pas une baisse du prix pour les particuliers : au contraire !

CONSEIL GÉNÉRAL ET MAIRIE

Pour les communes, pour les conseils généraux, pour les régions, le gouvernement impose un chantage sur le financement des aides publiques : les collectivités qui n'accepteront pas de supprimer des emplois ou qui ne voudront pas privatiser les services rendus aux usagers verront leurs subventions baisser, alors que celles qui accepteront la politique du gouvernement auront plus d'argent. La RGPP, de fait, remettra en cause l'indépendance des élus lorsqu'ils voudront maintenir des vrais réponses sociales pour les habitants. D'un côté, l'Etat impose des transferts de compétence vers les mairies et les collectivités locales ; de l'autre, il impose une baisse des fonctionnaires : en peu de temps beaucoup de services assurés par l'Etat vont être privatisés et leur coût va augmenter. Le ministère prétend faire des économies, mais elles ne seront pas pour les usagers.